



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 36 – Semaines du 18 au 29 juillet 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ Sans marché réglementé, le Brésil a connu sa première vente de crédit de retrait de carbone.

Énergie

- ❖ Le Brésil dépasse la barre historique des 16 GW de puissance photovoltaïque.
- ❖ Le développement des énergies renouvelables dans le Nord-est pourrait générer 2 millions d'emplois.
- ❖ Petrobras annonce avoir atteint un taux d'utilisation de 97% de ses raffineries

Infrastructures & Transports

- ❖ Une partie des désétatisations prévues en 2022 par le gouvernement fédéral pourraient être reportées à la prochaine mandature.

Et Aussi

- ❖ La BID affirme que le Brésil détient le meilleur environnement pour les PPP en Amérique latine.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ La déforestation au Brésil a augmenté de plus de 20% entre 2020 et 2021.
- ❖ Les banques brésiliennes envisagent des mesures visant l'industrie de la viande pour contrer la déforestation en Amazonie.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

Environnement & Climat

Sans marché réglementé, le Brésil a connu sa première vente de crédit de retrait de carbone

La filiale brésilienne de l'entreprise sidérurgique Aperam a conclu fin juillet **la première vente de crédits de retrait de carbone du pays**. Un crédit de retrait de carbone désigne un crédit carbone issu spécifiquement d'une action de stockage du carbone de l'atmosphère. **La société canadienne Invert Inc, spécialisée dans la réduction et compensation des émissions de gaz à effet de serre, les a achetés pour un montant de 610 000 BRL (115 000 EUR)**. Selon les prévisions du marché, les crédits de

retrait de carbone pourraient générer un chiffre d'affaires de 2 Mds USD cette année à l'échelle mondiale et atteindre 7 Mds USD dans les 6 prochaines années. **À date, le marché du carbone n'est pas réglementé au Brésil et ce type d'initiative reste volontaire**. Cela pourrait toutefois bientôt évoluer. Le décret 11 075, paru en mai dernier, définit les lignes directrices d'un futur marché réglementé du carbone. Le projet de loi n°528/2021, actuellement débattu au Congrès, vise à sa mise en place effective, mais son adoption pourrait prendre encore plusieurs années. (Article [ici](#))

Énergie

Le Brésil dépasse la barre historique des 16 GW de puissance photovoltaïque

D'après l'association brésilienne de l'énergie photovoltaïque, Absolar, **les capacités de production photovoltaïque au Brésil auraient atteint 16,4 GW, dépassant pour la première fois la puissance des usines électriques à gaz et à biomasse** (respectivement 15,3 GW et 15,0 GW). Ce chiffre prend en compte les unités de production centralisées, ainsi que les systèmes d'autoconsommation, dont les capacités pourraient encore doubler cette année selon l'association. Cet essor s'explique en partie par la loi 14.300/22 du 7 janvier 2022, qui introduit une taxe sur l'utilisation du réseau de distribution électrique, mais qui permet à toute personne (foyer, entreprise, établissement public, etc.) se dotant d'un système de production photovoltaïque avant le 7 janvier 2023 d'en être exempté jusqu'en 2045. Le Congrès débat également d'un projet de loi visant à rendre obligatoire la pose de panneaux photovoltaïque sur les bâtiments

fédéraux. Selon l'association SolarPower Europe, **les capacités de production photovoltaïques du Brésil pourraient atteindre 54 GW dès 2026**. Le ministère des Mines et de l'Énergie espère quant à lui **atteindre 100 GW en 2050**. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#) ; Projet de loi [ici](#))

Le développement des énergies renouvelables dans le Nord-est pourrait générer 2 millions d'emplois

Les organisations environnementales *Centro Brasil no Clima*, *Fundo Casa Socioambiental*, *Grupo Ambientalista da Bahia* et l'*Instituto Climainfo*, avec le soutien du *Climate and Society Institute*, **ont présenté le 26 juillet au gouverneur de l'État du Pernambuco et président du Consórcio do**

Nordeste¹, Paulo Câmara, un plan de développement des énergies renouvelables et de la gestion de l'eau dans cette région du Brésil. Le **Plano Nordeste Potência** vise à stimuler l'économie, à générer des emplois dans la région, au travers d'actions en faveur de la gestion publique, la formation de la main d'œuvre, la participation de la société civile, la production électrique décentralisée et la revitalisation du bassin de la rivière São Francisco. À date, **66 GW solaires et éoliens ont déjà été mis aux enchères dans le Nordeste brésilien**. Les auteurs du plan estiment que **leur déploiement pourrait générer plus de deux millions d'emplois**, soit plus du double de ceux existant aujourd'hui au Brésil dans le secteur. Ce chiffre pourrait être encore accru avec des investissements supplémentaires dans l'éolien offshore, la mobilité électrique, et l'hydrogène « vert ». **La revitalisation du bassin São Francisco est aussi vue comme essentielle pour assurer la sécurité hydrique et énergétique de la région, alors que 50% de sa superficie a été perdue sur les 30 dernières années**. Pour contrer la tendance, les organisations estiment nécessaire la restauration de 3,3 M ha d'aires de protection permanente le long du cours d'eau. (Article [ici](#))

Petrobras annonce avoir atteint un taux d'utilisation de 97% de ses raffineries

Dans son rapport de production du 2^e trimestre, **Petrobras a annoncé que ses raffineries ont atteint un facteur d'utilisation de 97% à la fin du mois de juin**. Selon l'entreprise, le volume des ventes de produits dérivés du pétrole a augmenté de 1% entre le 1^{er} et le 2nd trimestre et le volume de la production de carburant a augmenté de 2,6% par rapport à la même période de l'année dernière. Malgré la bonne disponibilité des raffineries, **la dépendance du pays reste forte pour les produits pétroliers raffinés**, dont les importations ont doublé depuis 2009 pour atteindre 34,2 Mm³ en 2019 (38 % de diesel, 22 % de naphta et 14 % d'essence). Selon l'Entreprise de Recherches Énergétiques, **cette dépendance se maintiendra à un niveau élevé jusqu'à la fin de la décennie, en particulier pour le diesel** (dont les importations pourraient s'accroître de +34 %) **et l'essence** (+56 %). En 2030, le pays pourrait disposer d'une capacité de raffinage de 2,5 millions de barils par jour (Mb/j), pour une production d'un peu plus de 5 Mb/j (dont 41,9 % de diesel et 22,3 % d'essence). (Article [ici](#))



Infrastructures & Transports

Une partie des désétatisations prévues en 2022 par le gouvernement fédéral pourraient être reportées à la prochaine mandature

À 3 mois des élections présidentielles, **le portefeuille de mises en concession d'infrastructures du gouvernement fédéral** reste bien rempli et **pourrait être en partie reporté à la future mandature**. Parmi les projets les plus attendus, **la 7^e vente aux enchères de concessions aéroportuaires devrait avoir lieu le 18 août prochain**. Cette opération vise

15 aéroports – dont celui de Congonhas à São Paulo – divisés en 3 blocs et pourrait attirer 7,2 Mds BRL (Md EUR) d'investissements. D'autres projets, initialement prévus la même année, ont pris du retard ou sont à l'arrêt. C'est le cas du projet de chemin de fer Ferrogrão, qui doit permettre le transport de grains entre les États du Mato Grosso et du Pará. Le Tribunal Suprême Fédéral a suspendu le projet pour des conflits entre le tracé de la voie et les limites de parcs nationaux. **Le contexte d'inflation des**

¹ Consortium formé par les 9 États de la région du nord-est (Nordeste) du Brésil (Pernambuco, Bahia, Maranhão,

Piauí, Rio Grande do Norte, Sergipe, Paraíba, Ceará, Alagoas)

matières premières et de fort dollar a aussi forcé le gouvernement à revoir la structuration de plusieurs projets de concessions portuaires, autoroutières et ferroviaires qui pourraient être reportés à 2023. Également ralenti par quelques écueils, le projet de privatisation du port de Santos

a été qualifié au Programme de Partenariats d'Investissements et au Programme National de Privatisation le 29 juillet. Malgré un calendrier très serré, le gouvernement fédéral espère faire aboutir le projet cette année. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

&+ Et Aussi

La BID affirme que le Brésil détient le meilleur environnement pour les PPP en Amérique latine

Une étude réalisée par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et *Economist Impact*, publiée le 13 juillet dernier, place le Brésil à la première place des pays d'Amérique latine dans leur capacité à mobiliser des investissements privés au travers de partenariats publics-privés (PPP). L'évaluation de 26 pays de la région a porté sur 106 critères répartis en 5 catégories que sont 1) la régulation des institutions, 2) la structuration des projets et la soutenabilité, 3) le financement, 4) la gestion des risques et des contrats et 5) l'évaluation

des performances des projets. Le Brésil a obtenu une note générale de 76/100, devant le Chili (75/100) et l'Uruguay (67/100). Lors de l'édition de 2019 le Brésil ne s'élevait qu'à la 16^e place du classement. Si la BID hisse le Brésil en haut du podium, elle souligne toutefois **4 axes d'amélioration de l'environnement des PPP dans le pays**, qui devrait selon elle passer par **1)** une meilleure répartition des risques entre les secteurs privé et public, **2)** une meilleure coordination entre les différentes agences impliquées, **3)** un renforcement de la légalité des contrats et **4)** la mise en œuvre de mécanismes d'évaluation sociale et environnementale. (Articles [ici](#) et [ici](#) ; Étude [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

La déforestation au Brésil a augmenté de plus de 20% entre 2020 et 2021

Le 18 juillet dernier est paru le **rapport annuel du collectif MapBiomass² sur la déforestation au Brésil**. Cette étude recoupe les données d'une dizaine de systèmes d'alerte à la déforestation sur l'intégralité des biomes du pays, dont le dispositif DETER de l'Institut national de Recherches spatiales (INPE). **Selon le document, 16 558 km² ont été**

déforestés au Brésil en 2021, soit une hausse de 20,1% par rapport à 2020 (13 789 km²). Cette progression s'est observée sur l'intégralité des biomes du pays. **L'Amazonie concentre à elle seule 59% des pertes de couverture végétale sur 2021 (9 777 km², +15% par rapport à 2020)**, devant le Cerrado – 30% (5 005 km², +20%) – et la Caatinga – 7% (1 162 km², +89%). Si le code forestier brésilien permet, dans certaines mesures et certaines proportions, le

² Réseau d'universités, ONGs et entreprises de technologie qui assure un suivi et une analyse de l'utilisation et de la couverture des sols au Brésil

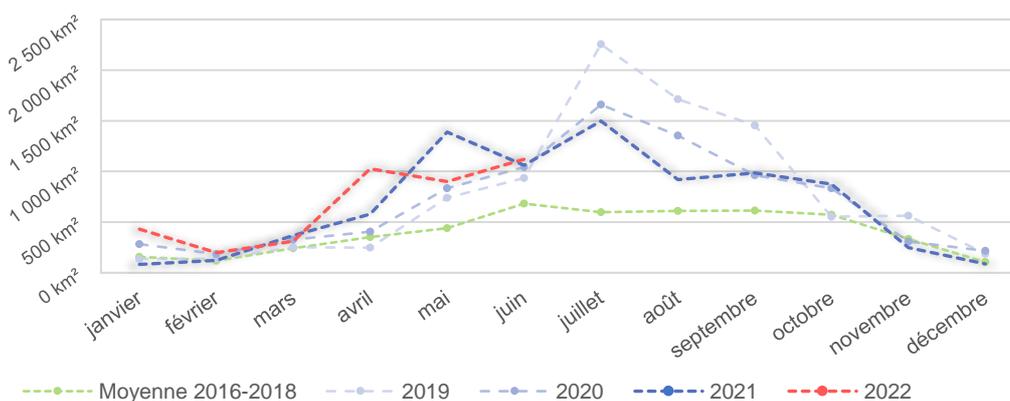
défrichage de terres, **98% de la déforestation observée sur l'année s'est faite illégalement. L'agriculture et l'élevage sont de loin le premier vecteur de pression. Ils comptent pour près de 97% de la déforestation en 2021**, devant l'exploitation minière (0,6%) et l'expansion urbaine (0,4%). (Article [ici](#), Rapport [ici](#))

Les banques brésiliennes envisagent des mesures visant l'industrie de la viande pour contrer la déforestation en Amazonie

La fédération brésilienne des banques (Febraban) réfléchit actuellement à **une possible interdiction des crédits, à partir de fin 2025, aux acteurs de la chaîne du froid de l'industrie de la viande, qui achèteraient directement ou indirectement de la viande issue de zones déforestées en Amazonie.** En cas d'adoption de la mesure, le secteur de la

viande serait le premier à se voir imposer une forme de régulation liée à l'Amazonie par les banques brésiliennes. Le texte en discussion essuie toutefois quelques critiques. **Les éleveurs bovins, acteurs importants dans la lutte contre le « blanchiment de bétail » et la déforestation, ne seraient en effet pas concernés par la mesure.** Des observateurs pointent aussi du doigt une mesure et **des objectifs que les principaux acteurs concernés se seraient en réalité déjà engagés à atteindre.** Les deux plus gros acteurs brésiliens du secteur, JBS et Marfrig, ont en effet déjà annoncé vouloir mettre en place des outils de traçabilité et ne plus acheter de bétail lié à la déforestation amazonienne dès 2025. **Cette réglementation de la Febraban pourrait néanmoins inciter les autres entreprises du secteur à accélérer l'adoption de pratiques similaires.** (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 22 juillet

5 173 km²
en 2022

+14%
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international